



AVIS PUBLIC

Projet de règlement n° 556-2021 modifiant le règlement n° 528-2018 sur la gestion contractuelle de la municipalité de Sainte-Anne-de Sorel.

AVIS PUBLIC, vous est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel qu'un avis de motion concernant l'adoption du règlement n° 556-2021 modifiant le règlement n° 528-2018 sur la gestion contractuelle de la municipalité de Sainte-Anne-de Sorel a été régulièrement donné lors de la séance extraordinaire du conseil municipal du 17 mai 2021 et qu'un projet a été déposé lors de la même séance extraordinaire.

AVIS PUBLIC, est donné que le règlement n° 556-2021 modifiant le règlement n° 528-2018 sur la gestion contractuelle de la municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel, sera adopté lors de la séance ordinaire du 7 juin 2021 à 19 h 30, séance tenue en visioconférence.

Fait et donné à Sainte-Anne-de-Sorel ce 18^e jour de mai 2021.

Maxime Dauplaise, M.A.P., gma
directeur général et secrétaire-trésorier

RÈGLEMENT N° 556-2021

Règlement n° 556-2021 modifiant le règlement n° 528-2018 sur la gestion contractuelle de la municipalité de Sainte-Anne-de Sorel.

ATTENDU QUE le règlement numéro 528-2018 sur la gestion contractuelle a été adoptée par la Municipalité le 3 décembre 2018, conformément à l'article 938.1.2 du *Code municipal du Québec* (ci-après appelé « C.M. »);

ATTENDU QUE la *Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions* (L.Q. 2021, chapitre 7) a été sanctionnée le 25 mars 2021;

ATTENDU QUE dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, l'article 124 de cette loi prévoit que pour une période de trois (3) ans, à compter du 25 juin 2021, les municipalités devront prévoir des mesures afin de favoriser les entreprises québécoises pour tout contrat qui comporte une dépense inférieure au seuil décrété pour la dépense d'un contrat qui ne peut être adjudgé qu'après une demande de soumission publique;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné et qu'un projet de règlement a été déposé et présenté à la séance extraordinaire du 17 mai 2021;

ATTENDU QUE les membres du Conseil déclarent avoir lu ce projet de règlement et renoncent à sa lecture par le directeur général;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR :

ET APPUYÉ PAR :

ET RÉSOLU UNANIMEMENT QUE LE PRÉSENT RÈGLEMENT SOIT ADOPTÉ ET QU'IL SOIT ORDONNÉ ET STATUÉ COMME SUIT :

1. L'article 2 du présent règlement est effectif à compter du 25 juin 2021 ou du jour de l'entrée en vigueur du présent règlement, selon la plus tardive de ces deux dates, et le demeure jusqu'au 25 juin 2024.

2. Le règlement numéro 528-2018 sur la gestion contractuelle est modifié par l'ajout de l'article suivant :

10.1 Sans limiter les principes et les mesures énoncés en matière de rotation des fournisseurs prévus au présent règlement, dans le cadre de l'octroi de tout contrat qui comporte une dépense inférieure au seuil décrété de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjudgé qu'après une demande de soumissions publiques, la municipalité doit favoriser les biens et les services québécois ainsi que les fournisseurs, les assureurs et les entrepreneurs qui ont un établissement au Québec.

Est un établissement au Québec, au sens du présent article, tout lieu où un fournisseur, un assureur ou un entrepreneur exerce ses activités de façon permanente qui est clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

Sont des biens et services québécois, des biens et services dont la majorité de leur conception, fabrication, assemblage ou de leur réalisation sont faits en majorité à partir d'un établissement situé au Québec.

La Municipalité, dans la prise de décision quant à l'octroi d'un contrat visé au présent article, considère notamment les principes et les mesures énoncés en matière de rotation des fournisseurs potentiels et plus spécifiquement détaillés aux articles 9 et 10 du règlement, sous réserve des adaptations nécessaires à l'achat local.

3. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ à la municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel lors de la séance ordinaire du Conseil municipal du 7 juin 2021.

Michel Péloquin, maire

Maxime Dauplaise, directeur général

Avis de motion :	17 mai 2021
Dépôt et présentation du projet de règlement :	17 mai 2021
Adoption du règlement :	7 juin 2021
Avis de promulgation :	8 juin 2021
Transmission au MAMH :	8 juin 2021